

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°1804239

SCI ESPACE

Mme Emilie Barriol
Rapporteur

Mme Alexandra Bedelet
Rapporteur public

Audience du 7 juillet 2020
Lecture du 15 juillet 2020

68-01-01
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Grenoble

(5^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés le 4 juillet 2018, le 15 novembre 2018 et le 23 décembre 2019, la SCI Espace, représentée Me Poncin, demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision implicite du maire de Gilly-sur-Isère, née le 26 mai 2018 du silence gardé à la suite de la demande du 26 mars 2018, refusant d'abroger le plan local d'urbanisme approuvé le 26 septembre 2017 ;

2°) d'enjoindre à la commune de Gilly-sur-Isère de porter à l'ordre du jour du conseil municipal la demande d'abrogation du plan local d'urbanisme ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Gilly-sur-Isère une somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- le classement de la parcelle B n° 1555 en zone A et en espace boisé classé est entaché d'une erreur de droit et d'une erreur manifeste d'appréciation au regard des articles R. 151-22 et L. 113-1 du code de l'urbanisme ;
- ce classement constitue un détournement de pouvoir et une atteinte injustifiée à la liberté du commerce et d'industrie garantie par l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;
- la délibération approuvant le plan local d'urbanisme est entachée d'un vice de procédure dès lors que le défaut d'évaluation environnementale a été de nature à priver l'intéressée d'une garantie ; l'avis exprimé par l'autorité environnementale n'a pas été joint au dossier d'enquête publique ;
- le maire est intervenu au cours de l'enquête publique pour modifier le projet ;

- de très nombreux compléments, changements et modifications ont été apportés au projet pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des résultats de l'enquête publique qui, alors même que les avis des personnes publiques associées n'étaient pas tous joints au dossier soumis à l'enquête publique, sont, en toute hypothèse, de nature à remettre en cause l'économie générale du plan local d'urbanisme ;
- la délibération méconnaît l'article L. 123-1-3 du code de l'urbanisme.

Par des mémoires en défense enregistrés le 31 octobre 2018, le 7 janvier 2019, le 24 février 2019 et le 10 janvier 2020 (non communiqué), la commune de Gilly-sur-Isère, représentée par Me Cognat, conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de la requérante la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que les moyens de la requête ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Barriol ;
- les conclusions de Mme Bedelet ;
- et les observations de Me Poncin, représentant la SCI Espace et de Me Cognant, représentant la commune de Gilly-sur-Isère.

Considérant ce qui suit :

1. Par courrier du 26 mars 2018, la SCI Espace a demandé au maire de Gilly-sur-Isère d'abroger le plan local d'urbanisme adopté par délibération du 26 septembre 2017, et classant la partie Ouest de la parcelle cadastrée section B n° 1555 en zone A grevée d'un espace boisé classé. Elle demande l'annulation de la décision par laquelle le maire de Gilly-sur-Isère a rejeté implicitement sa demande.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne les illégalités pour vice forme ou de procédure du plan local d'urbanisme :

2. Si, dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir dirigé contre la décision refusant d'abroger un acte réglementaire, la légalité des règles fixées par celui-ci, la compétence de son auteur et l'existence d'un détournement de pouvoir peuvent être utilement critiquées, il n'en va pas de même des conditions d'édiction de cet acte, les vices de forme et de procédure dont il serait entaché ne pouvant être utilement invoqués que dans le cadre du recours pour excès

de pouvoir dirigé contre l'acte réglementaire lui-même et introduit avant l'expiration du délai de recours contentieux. Il en va ainsi, s'agissant d'un recours pour excès de pouvoir dirigé contre une décision de refus d'abrogation d'un plan local d'urbanisme, sans qu'y fassent obstacle les dispositions de l'article L. 600-1 du code de l'urbanisme, lesquelles ne permettent plus d'invoquer par la voie de l'exception, après l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la prise d'effet du document d'urbanisme en cause, les illégalités pour vices de forme ou de procédure dudit plan.

4. Par suite, les moyens tirés de la violation de l'article L. 123-1-3 du code de l'urbanisme, de l'incomplétude du dossier soumis à enquête publique, de la méconnaissance de l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme lesquels soulèvent des vices de procédure liés à des irrégularités de l'enquête publique, doivent être écartés comme inopérants à l'encontre de la décision refusant d'abroger le plan local d'urbanisme en cause. Au demeurant, ces moyens ont été déjà examinés et écartés dans l'instance n° 1801967 par jugement du 29 janvier 2019.

En ce qui concerne le détournement de pouvoir :

3. Le détournement de pouvoir allégué n'est pas établi dès lors qu'il n'est pas démontré que les auteurs du plan local d'urbanisme ne poursuivaient pas un objectif d'intérêt général en classant la partie Ouest de la parcelle n° 1555 en zone agricole grevée d'un espace boisé classé.

En ce qui concerne l'atteinte à la liberté du commerce et d'industrie :

4. Le classement en zone agricole de la partie Ouest de la parcelle 1555 ne révèle pas une atteinte à la liberté du commerce et d'industrie puisqu'un plan local d'urbanisme, eu égard à son objet, a pour but de fixer le zonage et les possibilités de construction sur un territoire. En outre, le règlement du plan local d'urbanisme n'a pas pour objet ou pour effet d'interdire les activités commerciales déjà exercées sur une partie de la parcelle n° 1555 en litige.

En ce qui concerne l'erreur manifeste d'appréciation :

5. Aux termes de l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme : « *Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attendant ou non à des habitations* ». Aux termes de l'article R. 123-7 du même code, demeurant applicable en vertu de l'article 12 du décret du 28 décembre 2015 aux plan local d'urbanisme dont la révision a été engagée avant le 1^{er} janvier 2016 : « *Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles* ».

6. La SCI Espace conteste d'une part le classement en zone agricole de la partie Ouest de la parcelle B n° 1555 et, d'autre part, l'espace boisé classé dont est en partie grevé le terrain.

7. Il appartient aux auteurs d'un plan local d'urbanisme de déterminer le parti d'aménagement à retenir pour le territoire concerné par ce plan, en tenant compte de la situation existante et des perspectives d'avenir, et de fixer en conséquence le zonage et les possibilités de construction. S'ils ne sont pas liés, pour déterminer l'affectation future des différents secteurs, par les modalités existantes d'occupation et d'utilisation des sols, leur appréciation peut

cependant être censurée par le juge administratif au cas où elle serait fondée sur des faits matériellement inexacts ou entachée d'une erreur manifeste.

8. La parcelle cadastrée B n° 1555 est située dans la zone d'activité du Petit Marais, destinée à l'accueil des activités industrielles et artisanales. Cette parcelle, d'une grande superficie, est classée en zone Ueb pour la partie qui accueille les bâtiments de la SCI Espace et pour la partie située à l'Ouest en zone agricole avec une trame espace boisé classé. D'une part, il ressort de la page 69 du rapport de présentation que la partie Ouest de cette parcelle est identifiée en tant que parcelle occupée du parc d'activité dans le zonage Albertville Tarentaise expansion. Il ne ressort pas des pièces du dossier qu'elle présenterait un quelconque potentiel agronomique alors que le diagnostic agricole de la page 77 du rapport de présentation fait apparaître que la parcelle n'est pas identifiée comme un enjeu agricole. En outre, l'existence d'une trame espace boisé classé ne peut que limiter toute exploitation agricole sur ce terrain. D'autre part, l'avis du 26 janvier 2017 du centre régional de la propriété forestière indique que le zonage en rive droite de l'Isère présente des parcelles qui n'ont pas vocation à être classées en espace boisé et évoque expressément « une zone boisée parcelle 1555a classée en nature de pré au cadastre mais identifiée sur le terrain comme un dépôt de matériel dans un secteur de friches/taillis de faible valeur boisé en continuité du bâtiment industriel parcelle B1555z est situé en continuité de la zone industrielle et artisanale du Petit marais ». Il ressort effectivement des photographies versées que la partie Ouest de cette parcelle constitue un lieu de dépôt pour les matériaux de l'entreprise. Enfin, il ressort du rapport du commissaire-enquêteur que la commune de Gilly-sur-Isère guidée par le SCOT Arlysère a souhaité circonscrire le périmètre de la zone d'activités du Petit Marais au profit de la zone commerciale Chiriac/Grand Pré. Dans ces conditions, la commune de Gilly-sur-Isère a classé en zone A grevé d'une trame espace boisé classé ce terrain qui longe la route nationale non pour ses caractéristiques mais dans le but de circonscrire la zone commerciale. Par suite, la SCI Espace est fondée à soutenir que le classement en zone agricole et en espace boisé de la partie Ouest de la parcelle B n° 1555 est entaché d'erreur manifeste d'appréciation.

9. Il résulte de ce qui précède que la société civile immobilière Espace est fondée à demander l'abrogation de la délibération d'adoption du plan local d'urbanisme du 26 septembre 2017 en tant qu'elle classe la partie Ouest de la parcelle cadastrée B n°1555 en zone agricole et la greve d'un espace boisé classé. Dans ces conditions, elle est fondée à demander l'annulation de la décision par laquelle le maire de Gilly-sur-Isère a rejeté implicitement sa demande du 26 mars 2018.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

10. Il y a lieu d'enjoindre au maire de Gilly-sur-Isère d'inscrire la question de l'abrogation du plan local d'urbanisme de la commune à l'ordre du jour d'une réunion du conseil municipal, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent jugement.

Sur les conclusions à fin d'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

11. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la SCI Espace qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, une somme quelconque au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Il y a lieu, en revanche, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la commune de Gilly-sur-Isère une somme de 1 500 euros à ce même titre.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La décision implicite par laquelle le maire de la commune de Gilly-sur-Isère a rejeté la demande d'abrogation du plan local d'urbanisme de cette commune présentée par la SCI Espace le 26 mars 2018 est annulée.

Article 2 : Il est enjoint au maire de Gilly-sur-Isère d'inscrire à l'ordre du jour d'une réunion du conseil municipal, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent jugement, la question de l'abrogation du plan local d'urbanisme en tant qu'il classe la partie Ouest de la parcelle section B n° 1555 en zone A et la grève d'un espace boisé classé.

Article 3 : La commune de Gilly-sur-Isère versera à la SCI Espace la somme de 1 500 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à la SCI Espace et à la commune de Gilly-sur-Isère.

Délibéré après l'audience du 7 juillet 2020, à laquelle siégeaient :

M. Sogno, président,

Mme Barriol, premier conseiller,

Mme Holzem, premier conseiller.

Lu en audience publique le 15 juillet 2020.

Le rapporteur,

Le président,

E. Barriol

C. Sogno

Le greffier,

S. Besse

La République mande et ordonne au préfet de la Savoie en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.